

TG n°9 ❖ Lundi 29 avril 2013 ❖ 2h

L'évolution des instances d'intégration remet-elle en cause l'intégration sociale ?

✍ Consigne : Pour chaque document, extraire les arguments permettant de traiter le sujet (identifiez l'évolution (ou les évolutions) de(s) instance(s) d'intégration mise(s) en évidence plus ou moins explicitement et énoncez leurs conséquences sur l'intégration sociale).

Document 1 :

Proportion de personnes pauvres dans quelques catégories (France, 2009)	
Chômeur	23,7%
Familles monoparentales	20,2%
Personnes occupant un emploi à temps partiel	11,2%
Personnes occupant un emploi précaire	12,6%
Personnes occupant un emploi	6,7%

Insee et Eurostat

Document 2 :

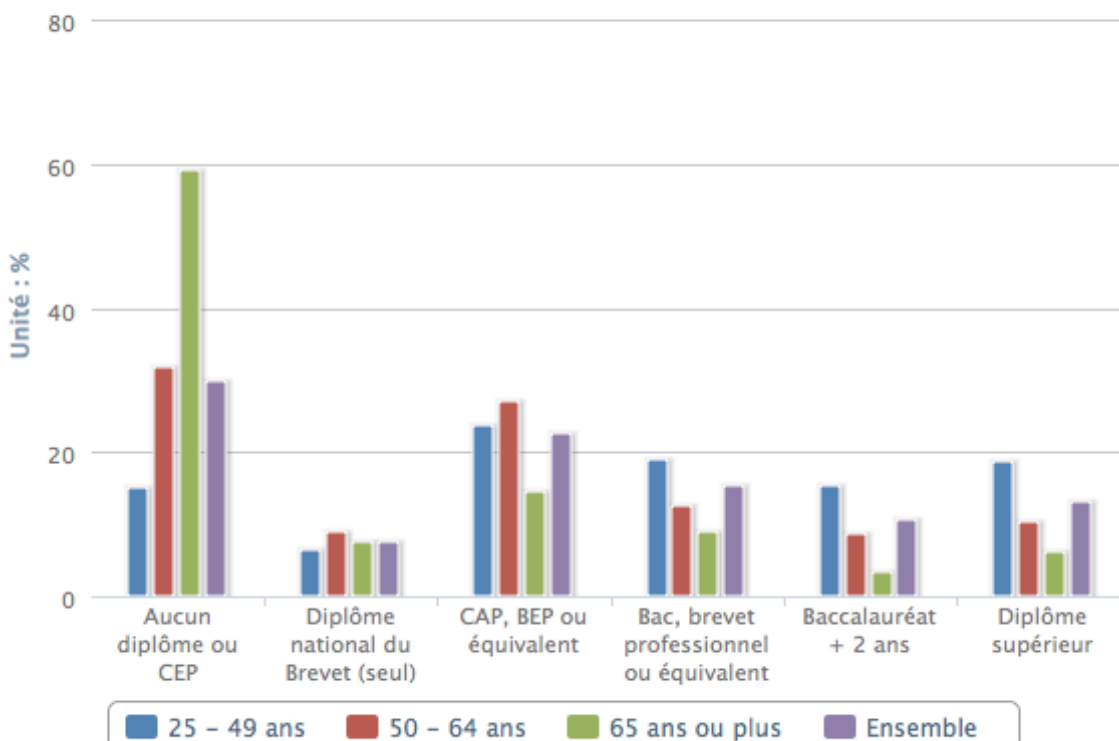
La classe moyenne espagnole subit la crise de plein fouet. A Madrid, les écarts entre les pauvres et les riches se creusent, mais les décorations de Noël sont magnifiques. [...] A quelques jours de Noël, Madrid ne semble pas, à première vue, souffrir de la crise. A deuxième vue non plus. Le pays approche 25 % de chômeurs, la TVA a été augmentée de trois points, les salaires du public rabotés, et pourtant, la morosité ne s'affiche pas dans les rues madrilènes. « *La classe moyenne est en train de disparaître, mais cela ne se voit pas. On revient au clivage du XIXe siècle* », explique Martine, une Française installée en Espagne depuis vingt-cinq ans. « *La crise touche majoritairement les plus jeunes et les immigrés, donc les plus pauvres. En France, les aides sociales assurent le rôle d'amortisseur. Ici, c'est la solidarité qui fait que les gens ne dorment pas dans la rue* ». Concrètement, les grands parents accueillent les petits-enfants chez eux, quand ils ne choisissent pas d'aller voir sous d'autres latitudes si la crise est moins forte. « *C'est devenu difficile de vivre à Madrid aujourd'hui. Il n'y a pas si longtemps, avec un salaire moyen, on pouvait s'acheter une maison. Aujourd'hui, avec le même salaire, on reste chez ses parents ou l'on est en colocation avec quatre personnes* », témoigne Jean-Marc, un Madrilène fier de porter un prénom français. [...]

Source : « En Espagne, la solidarité familiale atténue la dureté de la crise », Le Progrès, 23/12/2012

Document 3 :

Niveau général de formation selon l'âge

Unité : %



Source : Insee (2010)

Document 4 :

Gérard Cornilleau, économiste, est directeur adjoint au département des études de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

La Commission des comptes de la Sécurité sociale a annoncé un déficit 20,1 milliards d'euros pour 2009, soit le double du déficit de 2008. Est-ce une surprise ?

Ce n'est pas du tout étonnant. Nous sommes dans une récession grave avec une dépression économique comme on n'en a probablement pas vu depuis que la comptabilité nationale existe. C'est donc très naturellement que les recettes de la protection sociale diminuent et provoquent un déficit. Mais c'est un déficit conjoncturel. Il n'est absolument pas structurel, et il n'a donc pas vocation à être comblé.

Il doit plutôt être financé par l'emprunt. Sinon, on renoncerait au rôle de stabilisateur automatique de l'économie que joue la protection sociale. D'ailleurs, on peut faire remarquer que les gouvernements européens ont argué de ce que la protection sociale en Europe était suffisamment élevée pour refuser des plans de relance plus importants. [...]

Roselyne Bachelot, la ministre de la santé, a fait valoir que la protection sociale a joué son rôle d'amortisseur dans la crise. Est-ce exact ?

Elle a tout à fait raison. Au rôle d'amortisseur social, il faut aussi ajouter celui d'amortisseur économique. C'est aussi parce que ce secteur n'est pas concerné par la récession, et que ses dépenses continuent d'augmenter, qu'il n'ajoute pas à la récession économique générale. Il est tout à fait clair que si les dépenses de santé étaient contraintes à diminuer en 2009 ou en 2010, cela ajouterait à la récession. Cela ferait grimper le chômage et ça ne serait bon pour personne, ni du point de vue social ni du point de vue économique.

Eric Woerth, ministre du budget, a annoncé qu'il comptait s'appuyer sur la "lutte contre les abus" en matière d'arrêts maladie pour faire baisser les dépenses. Est-ce un poste qui pèse sur le déficit de la Sécurité sociale ?

Ce qui est frappant, c'est que les indemnités journalières ont tendance à augmenter quand l'activité économique est sur une pente favorable, et à baisser quand l'activité économique est moins favorable. Il y a deux interprétations possibles. On peut penser qu'il y a des abus, comme le fait M. Woerth, ou on peut penser au contraire que lorsqu'il y a du chômage, il y a plus de gens qui ne se soignent pas. Cette période de récession peut entraîner des restrictions de consommation de soin qui peuvent d'ailleurs être dommageables sur le long terme. En réalité, aujourd'hui, le niveau des arrêts maladie a augmenté, mais il n'est pas à un niveau historiquement haut. Ce qui augmente, ce sont les arrêts plus longs pour des gens plutôt plus âgés, ce qui laisse penser qu'en réalité c'est le résultat du vieillissement de la population. Si les gens ne peuvent pas partir à la retraite ou en pré-retraite et qu'ils sont malades, cela fait augmenter le nombre d'arrêts maladie. Des études de la CNAM vont dans ce sens. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas de contrôle, mais ils existent déjà, notamment sur les arrêts de longue durée.

Source : «Le déficit de la Sécurité sociale n'a pas vocation à être comblé », Le Monde, 15/06/2009

Document 5 :

Situations d'activité des travailleurs économiquement pauvres selon le sexe, en %

	Travailleurs économiquement pauvres		Ensemble des travailleurs	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Emploi salarié toute l'année	34,6	54,2	78,7	80,9
- à temps complet	18,6	11,9	75,2	56,8
- à temps partiel	16,0	42,2	3,5	24,1
Emploi non salarié toute l'année	31,6	14,3	11,7	6,6
Alternances emploi/chômage	23,6	18,0	7,2	7,8
- emploi majoritaire	9,0	7,5	4,2	4,2
- chômage majoritaire	14,6	10,5	3,0	3,6
Année complète d'activité	88,8	86,5	97,6	95,2
Alternances avec inactivité	10,2	13,5	2,4	4,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Champ : Travailleurs (définition française).

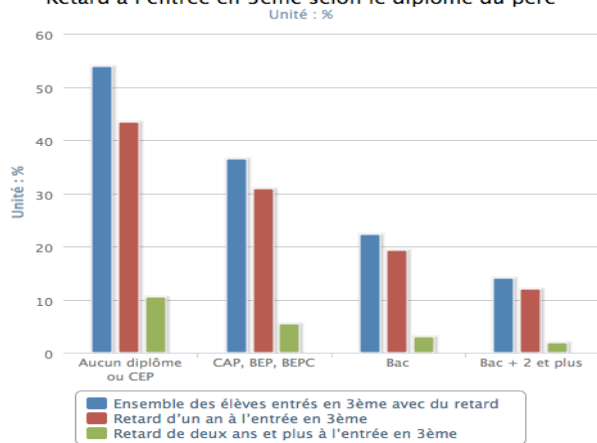
Sources : SRCV-SILC 2006.

Lecture : En France en 2006, 80,9% de l'ensemble des femmes en emploi ont un emploi salarié toute l'année contre seulement 54,2% des femmes parmi les travailleurs pauvres. En France en 2006, 7,2% de l'ensemble des hommes en emploi alternent emploi et chômage contre 23,6% des hommes parmi les travailleurs pauvres.

Source : <http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/waux13.pdf>

Document 6 :

Retard à l'entrée en 3ème selon le diplôme du père



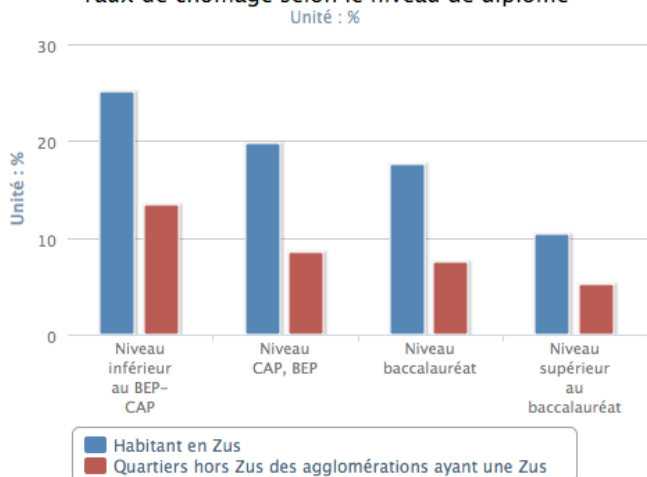
Lecture : 54 % des enfants dont le père est sans diplôme ont redoublé au moins une fois en 3e. Ils ont un retard d'au moins un an.

Source : Source : Cerc, d'après Insee, enquêtes emploi de 1998 à 2002
http://www.inegalites.fr/spip.php?article243&id_mot=84

Source : Cerc, d'après Insee

Document 7 :

Taux de chômage selon le niveau de diplôme



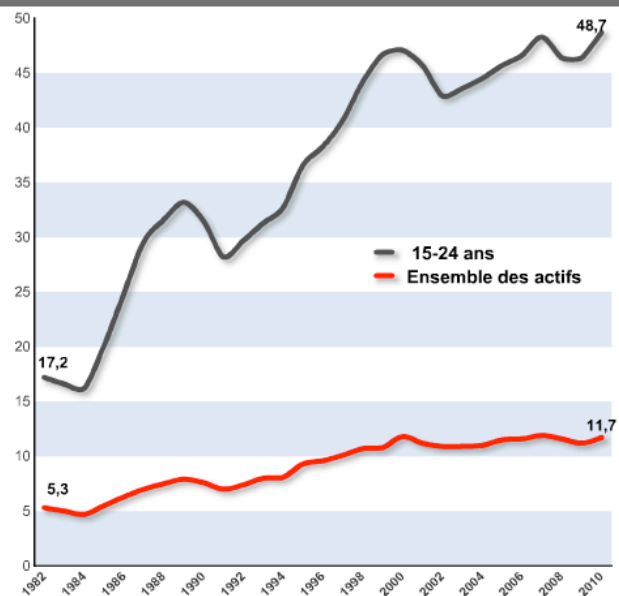
ZUS : zone urbaine sensible

Source : http://www.inegalites.fr/spip.php?article314&id_mot=119

Document 8 :

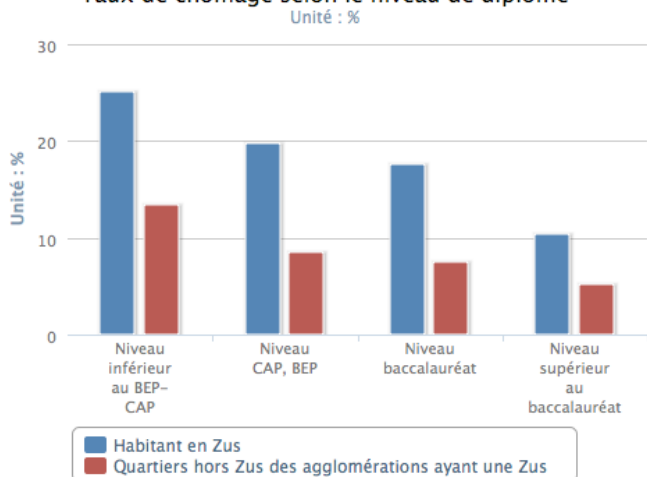
Evolution du taux d'emploi précaire selon l'âge

Source : Insee. Données en %



Document 7 :

Taux de chômage selon le niveau de diplôme



ZUS : zone urbaine sensible

Source : http://www.inegalites.fr/spip.php?article314&id_mot=119

Document 8 :

Evolution du taux d'emploi précaire selon l'âge

Source : Insee. Données en %

